Logo CFDT

[LA GRANDE CONVERSATION REVU DE TERRA NOVA] Article Marylise LEON - Pas de transition énergétique sans compromis sociaux

La Secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, livre ici son analyse des enjeux liés à la transition énergétique. Elle se prononce pour des politiques publiques à la fois plus concertées et plus inclusives, à rebours de décisions politiques souvent technocratiques, insuffisamment attentives à l'équité dans la répartition des efforts et finalement peu efficaces. Un plaidoyer en faveur d'une gouvernance plus négociée de la transition.

Le vocabulaire politique vient de s'étoffer d'une nouvelle expression : le « mur énergétique ». Elle résulte d'une prise de conscience, étonnamment récente, par la classe politique du défi que constitue la transition d'un système énergétique jusqu'ici guidé par les fossiles vers un système énergétique reconstruit autour des énergies décarbonées. Encore, le singulier du mot « défi » semble-t-il bien inapproprié.

Nous avons tous conscience que la transition énergétique est la clé de la transformation écologique de notre modèle de développement. Qu'il faudra produire l'énergie autrement, que l'extraction-production de ressources fossiles dans des pays lointains ne peut se poursuivre comme aujourd'hui, qu'il va falloir que nous assurions une production d'énergie sur notre territoire et que cette production soit bas carbone. Nous avons également conscience que l'énergie de nombreux équipements va sans doute changer au cours du processus. Les véhicules particuliers deviennent électriques, le chauffage au fioul disparaît, inéluctablement suivi par les autres solutions ayant recours aux énergies fossiles, les industriels revoient leurs sources d'énergie pour se décarboner.

Mais nous avons insuffisamment conscience que l'ensemble de nos usages devront consommer deux fois moins d'énergie. Cela suppose un effort historique de sobriété et d'efficacité énergétiques. Changer les équipements ne suffira pas. Il faudra changer les façons de vivre, de travailler, de se déplacer, de consommer, et produire autrement. Passer d'un véhicule diesel à un véhicule électrique permet de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, mais se déplacer en bus les divise par cinq. Penser qu'il suffirait de changer quelques équipements est une illusion. Il faut changer la vie. Pour le secteur des transports, ce sont les mobilités douces et collectives qui s'avèrent les véritables solutions. Elles resteront complétées par l'usage de véhicules électriques légers par tous ceux qui ne peuvent y accéder.

Nous demeurons encore moins nombreux à avoir conscience qu'il faudra que cette nouvelle offre et cette nouvelle demande réussissent à s'apparier à tout instant pour que nous puissions produire, consommer et vivre sans nous préoccuper de l'acheminement de l'énergie, tout comme nous le faisons aujourd'hui. Cette insouciance énergétique suppose par exemple que les infrastructures – de transport, de distribution, de recharge, etc. – soient mises à niveau à temps pour que les nouvelles productions et les nouveaux usages puissent effectivement être disponibles, sans goulot d'étranglement.

Renouveler nos façons de vivre, développer des offres décarbonées nouvelles, moderniser les réseaux, autant de défis majeurs auxquels nous ne pourrons répondre sans un projet de société débattu démocratiquement, négocié, reconstruit ensemble. J'entends déjà des représentants politiques envisager d'en rabattre sur l'ambition, de repousser l'objectif dans le temps ou de renoncer, comme cela vient d'être fait pour l'agriculture. C'est un bien mauvais calcul car, quel que soit le prix à payer, il sera toujours très inférieur aux coûts de l'absence de transition, aux coûts financiers liés à la multiplication des événements météorologiques

extrêmes d'un monde qui deviendra impossible à assurer, mais aussi et surtout à la multiplication insupportable des victimes humaines, dont la vie n'a pas de prix.

Or, force est de constater que sur ces trois dimensions, de la production, du changement des usages, de l'appariement de l'offre et de la demande, nous sommes mal partis et avons déjà pris beaucoup de retards.

La production d'énergie bas carbone ne croît pas assez vite pour tenir les objectifs de la décennie, et la promesse de production d'électricité décarbonée pour 2050 est encore largement hors d'atteinte. La trajectoire de production d'électricité s'avère en particulier en retrait par rapport aux objectifs, même si la baisse significative – mais conjoncturelle – de la demande en France comme en Europe nous éloigne provisoirement d'un risque de déséquilibre entre l'offre et la demande. Le soutien aux énergies renouvelables reste perfectible. Exemple emblématique, le biogaz qui demeure pourtant la seule énergie renouvelable dont la production a dépassé ses objectifs.

A l'adoption d'objectifs incertains doivent succéder des trajectoires opérationnelles, les plans d'actions qui en découlent et leur mise en œuvre, pour développer effectivement toutes les énergies qui pourront être utiles demain. Or, pour la fraction très significative du mix énergétique qui ne sera pas électrique – de 40 à 55% selon les scénarios publics –, les réflexions sont à peine engagées. Un groupement d'intérêt scientifique en faveur de la biomasse vient tout juste d'être créé. C'est une bonne nouvelle, mais il ne s'agit que d'un premier pas qui en appelle beaucoup d'autres.

Concernant les usages, la concentration du discours politique sur le changement des équipements conduits à des effets sociaux insoutenables, notamment pour les ménages les plus vulnérables aux prix de l'énergie. L'exemple le plus frappant concerne les habitants de maisons individuelles dans des zones moins denses, les villes petites et moyennes, les campagnes périurbaines. Cette population de travailleurs dispose de logements parfois mal isolés, parfois chauffés au fioul, et a un besoin évident de mobilité individuelle, souvent au diesel, en l'absence de modes de transport doux et collectifs adaptés et d'une organisation de la vie sociale permettant de réduire les mobilités. Rénover leur logement, basculer ensuite le cas échéant vers une pompe à chaleur, acquérir un véhicule électrique coûte cher, même en prenant en compte les aides publiques comme MaPrimeRenov, le bonus écologique ou les certificats d'économie d'énergie. Ces difficultés réelles de la vie quotidienne, souvent sous-estimées faute de véritables concertations dans la construction des politiques publiques, ont des effets politiques délétères. L'alternative n'est pas la renonciation à la transition, ce serait pure folie, mais la construction d'une transition appuyée sur des projets collectifs, territoire par territoire, associant la société civile et les habitants, dans une délibération authentique. Nous avons besoin de construire des solutions collectives, débattues, acceptées. Si nous ne le faisons pas, la verticalité des décisions publiques finira pas assassiner politiquement la transition. Non par son exigence de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou par la capacité, bienvenue, de s'assurer du bouclage carbone des solutions – ces dimensions demeurent évidemment indispensables. Mais par son éloignement du terrain, son darwinisme social, son insensibilité aux perdants, aux efforts à faire, aux partages et aux compromis sociaux à trouver pour pouvoir avancer.

S'il faut craindre l'échec, c'est que « le mur énergétique » est d'abord un mur du prix et du partage des efforts, sujet curieusement absent des débats. Le doute sur le prix final comme sur les délais de mise en service nourrit déjà les tensions autour du prix du nouveau nucléaire ou de l'éolien offshore pour les industriels et les associations de consommateurs. Les industriels réclament désormais à bas bruit que les subventions leur soient d'abord destinées, que le prix de la transition pèse sur les ménages. Cette stratégie « à l'allemande » renvoie malheureusement aussi aux difficultés que rencontrent nos voisins, pourtant bien plus aptes à des compromis sociaux que nous ne le sommes, faute d'une culture de l'engagement et du partage du pouvoir et des richesses. Pourquoi faire des efforts si vous n'en bénéficiez jamais ?

La transition énergétique pèse sur la compétitivité énergétique des pays en ce qui concerne les activités industrielles. Historiquement, les pays compétitifs ont bénéficié de sources d'énergie relativement peu coûteuses, telles que le nucléaire, le charbon et l'hydroélectricité. Demain, la compétitivité dépendra

fortement du coût de la génération d'énergie décarbonée, du coût des réseaux et de leur flexibilité. Et si tous les pays européens engagés dans le développement industriel doivent relever ces défis, s'ils veulent rester compétitifs pour les industries et faire de la transition énergétique et écologique une réalité effective, le défi est particulièrement important pour la France qui bénéficiait d'une électricité bon marché et perd son avantage comparatif. L'emploi industriel, déjà fragilisé, appelle une réflexion collective.

Les conséquences pour les citoyens et les travailleurs ne sont pas moindres, en particulier pour le pouvoir d'achat. Les prix de l'énergie vont augmenter compte tenu des investissements à engager. Et ces prix vont être aggravés par la décision politiquement dangereuse d'étendre, à partir du 1er janvier 2027, cinq mois avant une élection capitale en France, le système d'échange de quotas d'émissions ETS à la mobilité et au chauffage pour les ménages. Cela va renchérir le coût de l'énergie pour des familles qui peinent déjà à payer leurs factures et a fortiori à changer de vecteur énergétique – faut-il rappeler le prix d'un véhicule électrique ou d'une rénovation performante de son logement ? Les ménages, comme les petites entreprises, auront du mal à faire face à ce renchérissement, comme ils auront du mal à faire face à la volatilité accrue des prix du fait du prix erratique du carbone. Il n'est pas sûr que construire un âge d'or pour le trading soit source de progrès social. Des mesures d'accompagnement inédites sont nécessaires en amont de l'extension de ce marché. Le Fonds social climat créé pour répondre à ce choc ne suffira pas.

Autre exemple qui défraie la chronique, le projet de révision du diagnostic de performance énergétique pour basculer en énergie finale ou pour transformer les modalités de calcul en faveur de logements chauffés avec des équipements peu performants aurait des conséquences sociales regrettables : effacer des précaires énergétiques des statistiques, sans rénover et en encourageant les propriétaires à basculer vers des convecteurs électriques, les fameux « grille-pains » dénoncés par les associations de lutte contre le mal-logement, pour pouvoir disposer d'étiquettes attractives tout en renvoyant les factures énergétiques alourdies vers leurs locataires. Un diagnostic de performance énergétique bien conçu doit prendre en compte la performance énergétique des équipements pour adresser les bons signaux.

Concilier l'indispensable transition énergétique avec l'emploi de qualité et la préservation du pouvoir d'achat, voilà bien un compromis social que nous ne pouvons plus continuer d'éviter. Le temps des décisions politiques, demandant toujours plus d'efforts aux Français, sans jamais les associer aux délibérations, sans se soucier des conséquences, sans partager les fruits de leurs efforts, ne peut conduire qu'à la déstabilisation de la démocratie, quand nous avons tant besoin du contraire, de concertation, de compromis sociaux, de juste partage des efforts et de la valeur créée. Qui peut se satisfaire de baisses de prestations sociales ou des impôts productifs au nom de la compétitivité, si c'est juste pour célébrer les records de la Bourse et des dividendes pour quelques-uns et la renonciation à consommer pour les autres ? Le « mur énergétique » constitue une épreuve qui appelle de la démocratie et des choix partagés. Il ne sera pas possible de préserver et de développer l'activité et l'emploi des entreprises industrielles sans recréer un compromis social positif autour de la transition, sans s'assurer que la transition est juste.

Mais, ces difficultés révèlent aussi une impasse stratégique profonde. La stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre est centrée sur la réduction des émissions territoriales de la France. Ce choix n'a rien d'évident. Il n'y a aucune évidence à raisonner comme si la France vivait en autarcie, devait réduire ses émissions, sans regarder les impacts de sa stratégie sur sa balance commerciale, sur l'emploi et sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Dans un monde de libre circulation des marchandises, poser des contraintes fortes sur la production locale que l'on n'applique pas aux autres peut conduire aux délocalisations. Les économistes ont un nom feutré pour décrire ces emplois perdus, ces femmes et ces hommes qui doivent, parfois à moins de dix ans de la retraite, reconstruire une carrière professionnelle, déménager, accepter des conditions d'emploi ou de salaire moins intéressantes. Ils appellent cela des « fuites carbone ». Les émissions territoriales de gaz à effet de serre comme l'emploi et les revenus baissent alors (puisqu'on produit à l'étranger), tandis que les émissions de gaz à effet de serre de la planète augmentent, ne serait-ce que par les contraintes de transport longue distance et souvent par la fabrication dans des pays à l'énergie plus carbonée et aux processus de production moins efficaces sur le plan énergétique. Le gâchis est total. L'emploi disparaît, pendant que l'empreinte carbone des Françaises et des Français, liée aux émissions

de leur consommation (tenant compte des importations) ne baisse pas. « Sur la période 1995-2022, l'empreinte carbone a ainsi diminué de 7 %. Les émissions intérieures ont sensiblement diminué (- 33 %), tandis que les émissions associées aux importations se sont accrues (+ 32 %). En 2022, les émissions associées aux importations représentent plus de la moitié de l'empreinte carbone (56 %) », explique le site du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires[??]. L'impasse stratégique est alors complète. Pour décarboner la France, on augmente les contraintes sur la production qui accroissent les délocalisations. Et on ne préserve même pas la planète.

Entendons-nous bien, l'échange international peut être vecteur de progrès. Et il ne s'agit pas de réclamer que la France s'inscrive dans une course au moins-disant environnemental, pas plus qu'au moins-disant social ! Les batteries, les compresseurs de pompes à chaleur, les panneaux solaires sont souvent fabriqués en Chine. La relocalisation de leur fabrication est un objectif naturel, même si la tâche n'est pas aisée. Mais ils offrent aussi des solutions, une fois installés. Par contre, l'approvisionnement doit permettre de réaliser la transition à l'échelle internationale, pas conduire à la délocalisation, vers des pays plus émetteurs de carbone, d'activités autrefois moins polluantes et pourvoyeuses d'emplois. La mesure des émissions territoriales conduit pourtant à ces aberrations. Les pouvoirs publics envisagent par exemple de consacrer une bonne part de la biomasse, ressource rare, à décarboner le trafic international de marchandises, sans réciprocité. Cela conduirait donc à subventionner les importations de pays lointains avec une ressource rare, la biomasse, tout en renchérissant le coût de l'usage local de cette ressource devenue encore moins abondante. Le raisonnement en émissions territoriales est contradictoire avec le commerce international et avec une transition juste à l'échelle internationale. Il ne peut mener qu'à ces impasses stratégiques.

Dans ces conditions, il devient difficile d'imaginer une réindustrialisation effective : les coûts de production augmentent du fait des prix de l'énergie, les ressources bas carbone servent aux soutes internationales, sans que le recours à des produits de pays concurrents moins vertueux, continuant d'exploiter massivement les fossiles comme le charbon, ne soit pénalisé.

Cela ne peut conduire qu'à une spirale infernale, à la pression renforcée au détricotage des acquis sociaux pour restaurer la compétitivité, à la multiplication des perdants, rendant plus difficile encore le changement individuel des équipements. Cette spirale accroîtrait le vécu d'une transition injuste qui pèse de façon disproportionnée sur les plus vulnérables. En l'absence de projet collectif, le renvoi exclusif vers la responsabilité individuelle – changer de voiture, rénover sa maison, se former à ses propres frais – génère de l'amertume et rend politiquement toujours plus incertaine l'acceptation des changements d'équipements, présentés à tort comme le cœur de la transition.

Les responsables politiques commencent à craindre de parler d'environnement, donc de préservation de l'avenir de l'humanité. Ce n'est pas parce que les Français sont insensibles à ce sujet. Au contraire. C'est parce que leurs représentants politiques ont peur de porter un vrai projet de société. Ils portent pourtant eux-mêmes la responsabilité de cette impasse, qui a des causes bien identifiées : l'absence de débat public à la hauteur. L'incapacité à débattre démocratiquement des conflits d'usage dans la transition énergétique ou à parler de la fraction non électrique du mix énergétique de 2050 en est une illustration. Son moteur demeure la peur de la démocratie et des compromis sociaux au profit d'une vision technocratique qui renvoie chacun au devoir de consommer autrement, plus cher, l'absence de projet collectif pour se réorganiser, et au final le choix de la décarbonation par délocalisation.

Cette impasse politique, nous n'y sommes pas condamnés.

Rien ne nous empêche de refaire de la transition un projet de société. L'ADEME avait proposé, avant l'élection présidentielle, quatre scénarios, représentant autant de choix de société pour parvenir à la neutralité carbone. Le SGPE a proposé un schéma de planification écologique qu'il faut aussi mettre en débat. Nous avons toute la matière pour un nouveau départ. Alors, oui, d'autres chantiers sont à mener : il faudra s'interroger aussi sur notre alimentation ou notre usage de l'eau. Mais nous avons vu que nous étions collectivement capables de changer, de devenir plus sobres depuis deux ans, après avoir accepté les sacrifices

nécessaires au respect de la vie humaine pendant la crise COVID. Ces sacrifices n'ont jamais été payés de retour que par le mépris. Ils ne seront pas éternellement consentis si nous ne les enserrons pas dans un projet collectif de juste partage des efforts, du pouvoir et de la valeur.

Rien ne nous empêche de viser d'abord la réduction de l'empreinte carbone plutôt que celle des émissions territoriales. L'Europe travaille au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Elle pourrait taxer les importations aux frontières en fonction de leur contenu en carbone, revoir sa politique commerciale autour de cet impératif de favoriser l'environnement, inciter à consommer les produits les plus économes en énergie et en carbone, sans nier les effets de spécialisation internationale.

Le coût en emploi de la transition énergétique de l'industrie et des secteurs exposés à la concurrence internationale appelle à de nouveaux compromis sociaux : un pacte social de la décarbonation. Car il n'y aura pas d'effort partagé sans juste partage des richesses et du pouvoir, sans démocratie sociale renforcée dans l'entreprise, sans retour fiscal pour les habitants quand une entreprise réussit grâce à leurs efforts. Nous ne ferons pas le choix de l'industrie sans grand pacte social national pour sauver l'emploi et partager les richesses.

De ce point de vue, la simplification constitue un premier test politique et philosophique. Soit il s'agit d'empêcher le débat public, de limiter les possibilités de chacun d'avoir accès au juge, de raboter par pur clientélisme le droit des travailleurs à être représentés, et nous ne ferons qu'aggraver l'amertume, l'incapacité à nous rassembler autour de la transition. Soit nous sommes capables d'inventer des compromis positifs, dans les territoires et les filières, d'accélérer les transformations en associant les travailleurs, d'optimiser les délais d'instruction en recrutant les agents publics indispensables, et la transition sera le projet de société dont notre démocratie comme notre avenir en tant qu'espèce ont tant besoin.

Par Marylise LEON

Secrétaire générale de la CFDT

écologie
Documents
Pas de transition énergétique sans compromis sociaux
Liens utiles
Pas de transition énergétique sans compromis sociaux